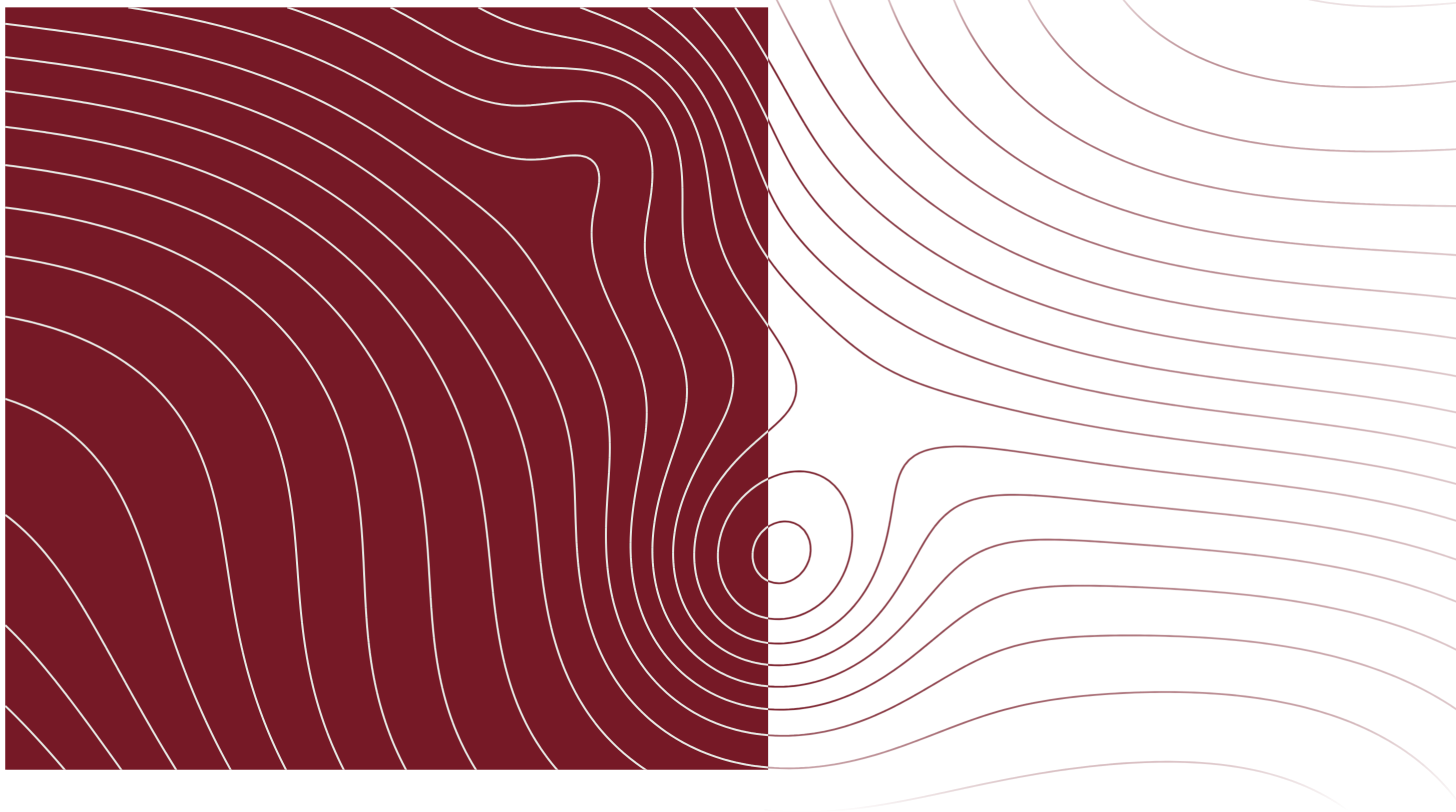




— ANBG · BOURSES D'ÉTUDES 2012–2018

Des bourses sans plan

Ce que les listes de l'ANBG disent des choix de formation du Gabon, 2012–2018, et ce qu'une planification aurait changé.

AUTEURS

Hodologic Research

DATE

15 octobre 2026

LANGUE

Français

Des bourses sans plan

Ce que les listes de l'ANBG disent des choix de formation du Gabon, 2012–2018, et ce qu'une planification aurait changé.

Hodologic Research · 15 octobre 2026

Statut. Document de travail. Base reconstituée à partir des listes publiques de l'Agence nationale des bourses du Gabon archivées par l'Internet Archive, sans nom ni coordonnée bancaire ; chaque chiffre est écrit par un script (annexe A).

Résumé

De 2012 à 2018, l'Agence nationale des bourses du Gabon (ANBG) a publié chaque année la liste de ses décisions. Nous en reconstituons une base de 210 175 décisions concernant 78 539 boursiers, sans les noms, et nous suivons chaque boursier d'une année à l'autre grâce à une empreinte de son numéro de bourse. Le nombre de boursiers financés passe de 18 239 en 2012–2013 à 36 336 en 2016–2017 ; les chiffres publiés ensuite le situent autour de 25 000 en 2022–2023, pour 80 Md FCFA. Nous comparons cet effort aux besoins que la décennie qui a suivi a révélés. En 2024, les diplômés du supérieur sont la catégorie la plus touchée par le chômage (25,6 %, contre 17,4 % en moyenne), et seuls 26,7 % d'entre eux occupent un emploi formel ; dans le même temps, le pays manque de médecins, d'enseignants scientifiques et de techniciens, au point que des entreprises dépassent les quotas de main-d'œuvre étrangère. Or ces domaines en pénurie (santé, éducation, sciences, ingénierie, numérique, agriculture et forêt) n'ont reçu que 24 % des bourses sur toute la période, et leur part a baissé de 28 % en 2012–2013 à 24 % en 2017–2018 ; seule la santé progresse ; elle n'est que de 22 % chez les nouveaux boursiers. Les bourses étaient longues (5,3 ans en moyenne pour les boursiers entrés avant 2013, estimation) et les réorientations rares (13 % de changements de domaine dans la cohorte 2013). Nous simulons enfin, à budget égal, d'autres règles d'attribution sur les cohortes 2013–2022 : réserver 40 % des nouvelles bourses aux domaines en pénurie aurait formé d'ici 2025 environ 24 700 diplômés dans ces domaines au lieu de 14 900 ; chiffrer les besoins aurait comblé le manque de médecins (de l'ordre de 1160 en 2022), que les bourses observées n'ont couvert qu'à moitié ; plafonner la durée des bourses aurait libéré de quoi en former 18 900 de plus.

Mots-clés : bourses d'études ; enseignement supérieur ; adéquation formation-emploi ; chômage des diplômés ; planification des compétences ; Gabon.

Table des matières

1	En bref	2
2	Introduction	3
3	Données	3
4	Les besoins de la décennie	4
5	Où allaient les bourses	5
6	Les parcours	8
7	Avant 2012 et après 2018 : ce que disent les chiffres publiés	12
8	Ce qu'une planification aurait changé : simulations	14
9	Limites	16
A	Reproduction	17

1. En bref

La question. Le Gabon a financé chaque année les études de 18 239 à 36 336 étudiants. Ces bourses ont-elles formé les diplômés dont le pays a eu besoin pendant la décennie suivante ?

1. **Un effort qui double.** De 18 239 boursiers financés en 2012–2013 à 36 336 en 2016–2017 ; de l'ordre de 59 Md FCFA de bourses en 2015 [8].
2. **Une décennie plus tard, trop de diplômés là où il n'y a pas d'emploi.** En 2024, 25,6 % des diplômés du supérieur actifs sont au chômage, soit 31 629 personnes, contre 17,4 % pour l'ensemble des actifs [2].
3. **Et trop peu là où le pays manque.** Médecins (0,5 pour 1000 habitants), enseignants de sciences, techniciens et ingénieurs [3, 4, 6].
4. **Les bourses allaient ailleurs.** Sur 2012–2018, les domaines en pénurie ne reçoivent que 24 % des bourses ; sciences sociales, commerce, gestion, droit et lettres en reçoivent 73 %. Seule la santé progresse (de 4,7 % à 13,1 %) ; éducation, sciences, ingénierie, numérique et agriculture reculent.
5. **Aucun virage chez les nouveaux entrants.** 22 % des nouveaux boursiers vont vers les domaines en pénurie, sans tendance à la hausse.

6. **Une planification aurait formé bien plus de diplômés utiles.** À budget égal, 40 % des nouvelles bourses vers les domaines en pénurie auraient donné 24 700 diplômés dans ces domaines d'ici 2025 au lieu de 14 900 ; avec des besoins chiffrés, le manque de médecins aurait été comblé (section 8).
 7. **Des bourses longues, peu de réorientations.** 5,3 ans de bourse en moyenne (boursiers entrés avant 2013, estimation) ; 13 % des boursiers de 2013 changent de domaine en 5 ans.
-

2. Introduction

Une bourse d'études est un outil de planification idéal : chaque année, l'État décide qui il finance, dans quelle discipline et dans quel pays. Le Gabon l'a utilisée à grande échelle. En 2018, la Cour des comptes constatait l'absence de toute condition d'âge et de moyenne pour l'attribuer, ce qui avait « entraîné l'augmentation exponentielle des effectifs des boursiers et des budgets alloués à l'ANBG », et un décalage entre les formations financées et les besoins du pays [1].

Cet article mesure ce décalage avec une source jusqu'ici inexploitée : les listes de décisions que l'ANBG publiait en ligne, conservées par l'Internet Archive. Il ne juge pas les bourses à l'aune d'un programme politique, mais à celle des besoins que la décennie suivante a rendus visibles : le chômage des diplômés, les pénuries de soignants et d'enseignants, le recours aux travailleurs étrangers qualifiés.

3. Données

La source. Le site de l'ANBG publiait la liste des décisions de sa commission technique : numéro de bourse, nom, pays d'études, catégorie de bourse, établissement, discipline, décision (accord pour une période, avis défavorable, suppression pour échecs, fin de cycle, abandon...). L'Internet Archive a conservé 529 copies datées de ces pages entre 2013 et 2021.

Pourquoi la base s'arrête en 2018. Jusqu'en février 2018, la page affichait la liste entière, mise à jour au fil des sessions de la commission ; la dernière copie complète date du 26 février 2018 et couvre l'année universitaire 2017–2018. À partir de mars 2018, la page devient un moteur de recherche : les 85 copies archivées entre mars 2018 et 2021 sont vides, l'archive n'enregistrant pas les recherches. Le site disparaît en 2021 et les candidatures passent par la plateforme eBourse, à accès individuel. Après 2017–2018, il n'existe donc plus de liste publique : prolonger la série demande les données de l'ANBG elle-même.

L'anonymisation. Ni les noms ni les banques ne sont conservés. Le numéro de bourse est remplacé par une empreinte cryptographique salée, qui reconnaît un même boursier d'une liste à l'autre sans permettre de retrouver son numéro. Le numéro porte aussi la cohorte : à partir de 2013, il commence par l'année (13xxxx, 14xxxx...) ; avant, c'est une suite croissante, dont nous ne gardons que le décile.

Les cohortes. Nous appelons *cohorte* l'ensemble des étudiants qui reçoivent leur *première* bourse la même année universitaire : la cohorte 2013 réunit les étudiants dont la première bourse date de 2013–2014, et pas ceux qui étaient déjà boursiers. Suivre une cohorte, c'est suivre ce groupe d'année en année (renouvellements, réorientations, sorties). Le numéro de bourse donne la cohorte : à partir de 2013, il commence par l'année d'entrée. Pour les boursiers entrés avant 2013, la cohorte n'est pas connue exactement.

Les domaines. Plus de 800 codes de discipline sont rattachés aux dix grands domaines de la classification CITE-F 2013 de l'UNESCO, d'après le code et l'établissement ; 2 % des décisions restent non déterminées.

Tableau 1. Boursiers financés (au moins un accord) par année universitaire.

Année universitaire	2012–2013	2013–2014	2014–2015	2015–2016	2016–2017	2017–2018
Boursiers financés	18 239	25 033	25 169	25 743	36 336	31 775
Dont domaines en pénurie	28 %	24 %	24 %	24 %	21 %	24 %

4. Les besoins de la décennie

Les étudiants financés entre 2012 et 2018 sont arrivés sur le marché du travail entre 2015 et 2025. Ce qu'ils y ont trouvé est connu.

Des diplômés sans emploi. L'enquête nationale sur l'emploi et le chômage de 2024 [2] montre que le chômage croît avec le diplôme : 2,9 % sans instruction, 12,0 % pour le primaire, 17,5 % pour le secondaire, et 25,6 % pour le supérieur, 33,0 % chez les femmes diplômées. Les diplômés du supérieur forment 29,1 % des chômeurs. Quand ils travaillent, seuls 26,7 % occupent un emploi formel (tableau 2).

Tableau 2. Marché du travail en 2024 selon le niveau d'instruction (ENEC 2024, actifs de 15 ans et plus).

Niveau d'instruction	taux de chômage	chômeurs	part d'emploi formel
Aucun	2,9 %	867	6 %
Primaire	12,0 %	13 235	7 %
Secondaire	17,5 %	63 003	12 %
Supérieur	25,6 %	31 629	26,7 %
Ensemble	17,4 %	108 734	

Des pénuries persistantes. Dans le même temps, le pays manque de diplômés dans des domaines précis :

- **santé** : 0,5 médecin et 2,4 infirmiers et sages-femmes pour 1 000 habitants en 2022, contre 2,5 et 3,8

dans les pays de même revenu ; 63 % des médecins sont dans l'Estuaire [3] ;

- **éducation** : environ 300 professeurs de mathématiques manquants dans le secondaire, des classes de 120 à 130 élèves, 900 enseignants scientifiques promis en 2024 [4, 5] ;
- **techniciens et ingénieurs** : en 2024, l'État plafonne la part d'étrangers à 15 % des cadres et 10 % des techniciens ; des entreprises du bois dépassent ces quotas en invoquant le manque de main-d'œuvre qualifiée, et les migrants venus de l'étranger ont un taux d'emploi de 71,9 % contre 34,5 % pour les non-migrants [6, 2] ;
- **agriculture et forêt** : l'industrie du bois est passée de 4 095 emplois en 2010 à 8 884 en 2022 [7].

Nous appelons *domaines en pénurie* les domaines CITE correspondants : santé, éducation, sciences naturelles et mathématiques, ingénierie, informatique, agriculture et forêt. L'ENEC ne donne pas le chômage par discipline ; nous ne pouvons donc pas mesurer directement la saturation de chaque filière, seulement le contraste entre un chômage élevé des diplômés en général et des pénuries dans ces domaines.

5. Où allaient les bourses

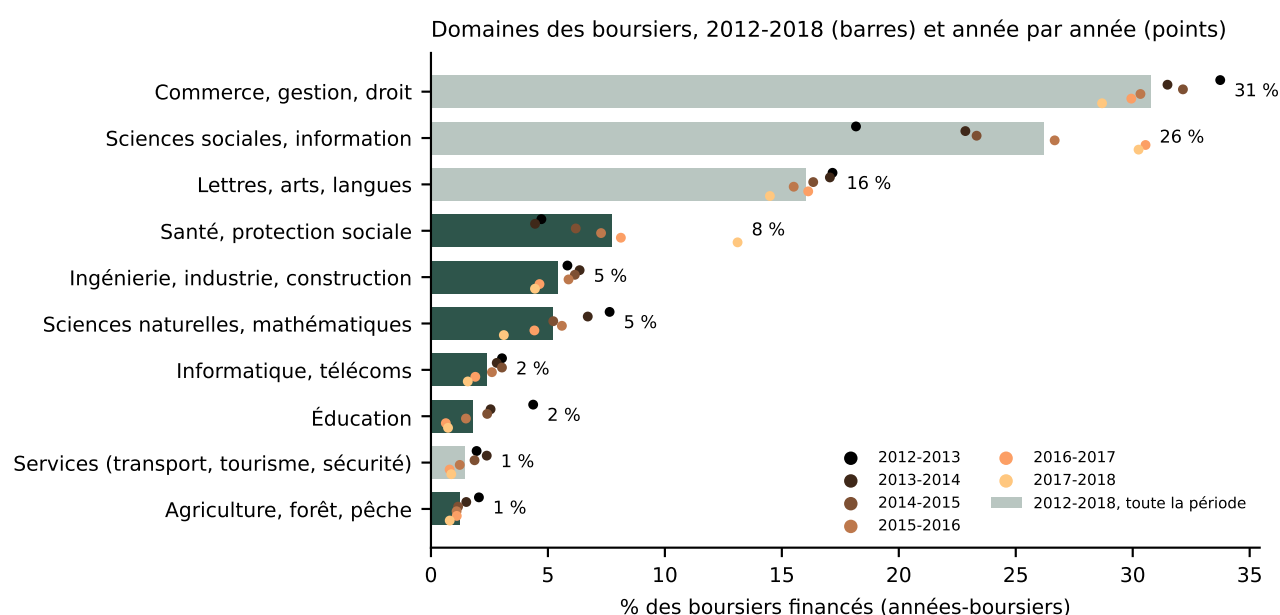


Figure 1. Domaines d'études des boursiers (CITE-F 2013). Barres : toute la période 2012–2018, en années-boursiers (un boursier compte une fois par année financée). Points : chaque année universitaire. En vert, les domaines en pénurie sur la décennie.

Sur toute la période 2012–2018 (162 295 années-boursiers), le commerce, la gestion, le droit, les sciences sociales et les lettres réunissent 73 % des bourses (figure 1). Les domaines en pénurie n'en reçoivent que 24 % : santé 8 %, ingénierie 5 %, sciences 5 %, numérique 2 %, éducation 2 %, agriculture et forêt 1 %.

Année par année. La part des domaines en pénurie passe de 28 % en 2012–2013 à 24 % en 2017–2018 (tableau 3, figure 2). Un seul de ces domaines progresse, la santé, de 4,7 % à 13,1 %; tous les autres reculent : éducation de 4,4 % à 0,7 %, sciences de 7,6 % à 3,1 %, ingénierie de 5,8 % à 4,4 %, numérique de 3,0 % à 1,6 %, agriculture et forêt de 2,1 % à 0,8 %. Dans le même temps, les sciences sociales passent de 18,2 % à 30,3 %. 10 % des boursiers étudient à l'étranger, d'abord en France (figure 3).

Tableau 3. Part des boursiers financés par domaine et par année universitaire (%). En gras, les domaines en pénurie.

Domaine	2012–2013	2013–2014	2014–2015	2015–2016	2016–2017	2017–2018	période
Commerce	33,7	31,5	32,1	30,3	29,9	28,7	30,8
Sciences sociales	18,2	22,8	23,3	26,7	30,5	30,3	26,2
Lettres	17,2	17,1	16,3	15,5	16,1	14,5	16,0
Santé	4,7	4,5	6,2	7,3	8,1	13,1	7,7
Ingénierie	5,8	6,4	6,2	5,9	4,6	4,4	5,4
Sciences naturelles	7,6	6,7	5,2	5,6	4,4	3,1	5,2
Informatique	3,0	2,8	3,0	2,6	1,9	1,6	2,4
Éducation	4,4	2,5	2,4	1,5	0,6	0,7	1,8
Services	2,0	2,4	1,9	1,2	0,8	0,9	1,4
Agriculture	2,1	1,5	1,2	1,1	1,1	0,8	1,2
Domaines en pénurie	27,6	24,4	24,2	23,9	20,8	23,8	23,7

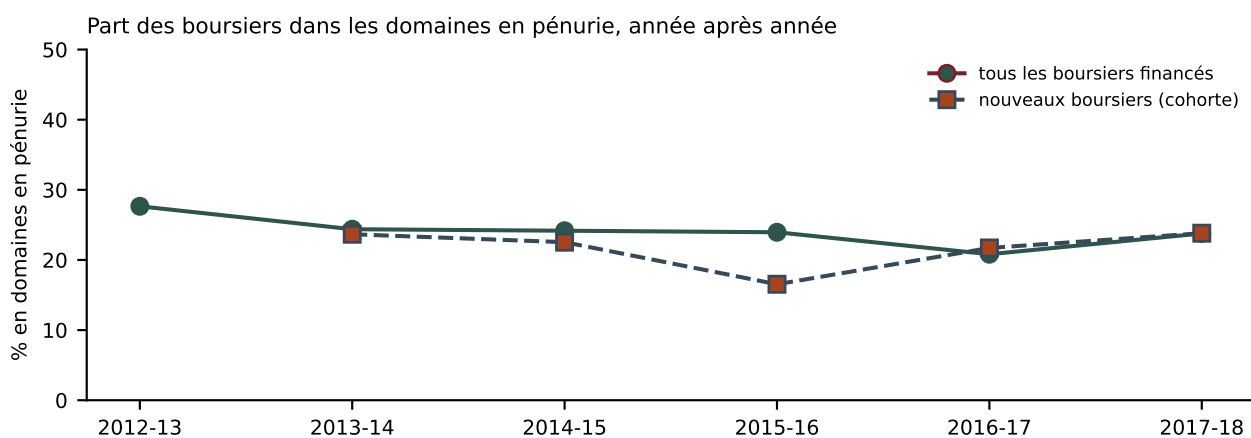


Figure 2. Part des boursiers dans les domaines en pénurie, pour l'ensemble des boursiers financés et pour les nouveaux boursiers de chaque cohorte.

Aucun virage chez les nouveaux boursiers. Si l'État avait voulu réorienter le vivier, les nouveaux entrants l'auraient montré en premier. Ce n'est pas le cas : 24 % en 2013 (sur 12 174), 23 % en 2014 (sur 10 526), 17 % en 2015 (sur 11 504), 22 % en 2016 (sur 11 465), 24 % en 2017 (sur 11 031).

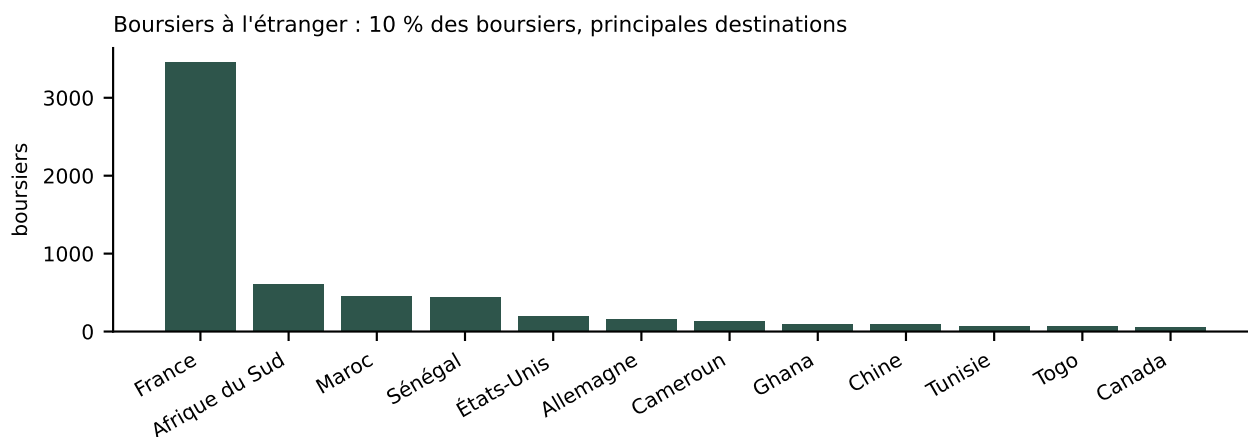


Figure 3. Destinations des boursiers à l'étranger.

À retenir. L'effort de bourses a doublé entre 2012 et 2016, mais il a grossi surtout dans les filières dont les diplômés allaient, une décennie plus tard, grossir le chômage. La part des domaines en pénurie a baissé au lieu de monter : la bourse a suivi la demande des étudiants, pas les besoins du pays.

6. Les parcours

La cohorte 2013. 12 174 étudiants obtiennent leur première bourse en 2013. En 2017–2018, 5 ans plus tard, 4 % sont encore boursiers, 33 % ont vu leur bourse supprimée et 62 % ont disparu des listes sans décision de fin. 13 % ont changé de domaine en cours de route ; 27 % ont changé de code de discipline, ce qui inclut les passages normaux d'un tronc commun à une spécialité. La bourse suit l'étudiant dans sa filière d'origine (figure 4, tableau 4). Une disparition n'est pas forcément un échec : en éducation, 93 % des boursiers de 2013 ont disparu des listes, parce que les formations d'enseignants des écoles normales sont courtes.

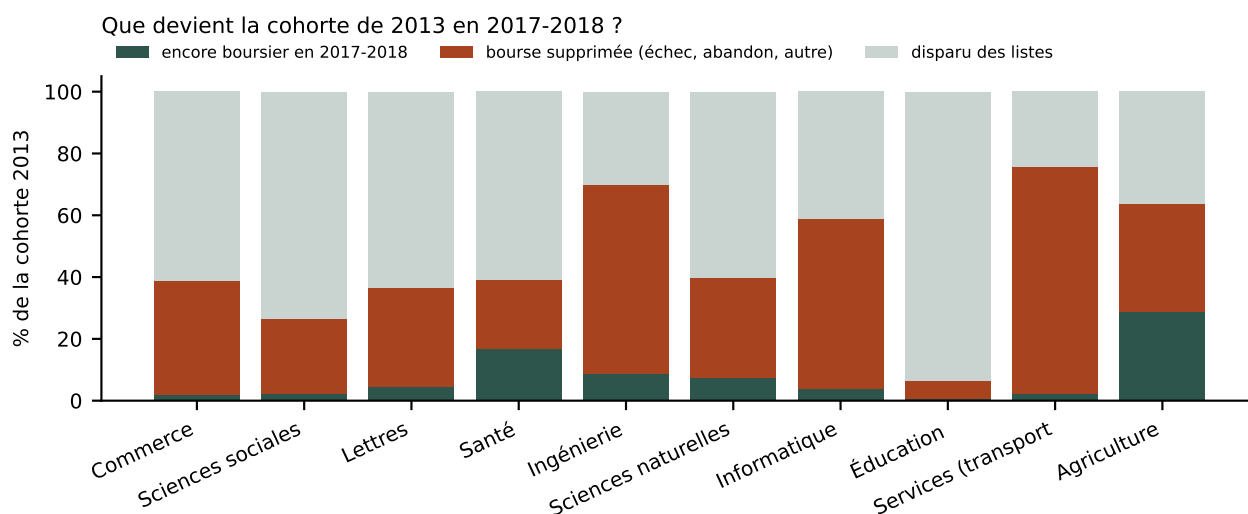


Figure 4. Situation en 2017–2018 des boursiers entrés en 2013, par domaine d'entrée.

Tableau 4. Cohorte 2013 par domaine d'entrée : effectif, années de bourse observées, et situation en 2017–2018.

Domaine	boursiers	années de bourse	encore boursiers	disparus
Sciences sociales, information	3 449	3,0	2 %	73 %
Commerce, gestion, droit	3 436	3,0	2 %	61 %
Lettres, arts, langues	2 080	2,9	4 %	63 %
Ingénierie, industrie, construction	795	2,7	9 %	30 %
Sciences naturelles, mathématiques	774	2,9	7 %	60 %
Santé, protection sociale	520	3,0	17 %	61 %
Informatique, télécoms	383	2,9	4 %	41 %
Éducation	291	2,1	1 %	93 %
Non déterminé	186	2,3	9 %	46 %
Services (transport, tourisme, sécurité)	127	2,7	2 %	24 %
Agriculture, forêt, pêche	118	3,4	29 %	36 %

La filière d'excellence : la prépa du lycée Léon-Mba. Le lycée national Léon-Mba (LNLN) prépare aux concours des écoles d'ingénieurs ; ses élèves sont boursiers, puis, s'ils réussissent, poursuivent en France avec une nouvelle bourse. Le numéro de bourse permet de suivre ce parcours. 207 boursiers sont passés par la prépa entre 2012 et 2018 ; 120 en sont sortis entre 2012 et 2015, assez tôt pour qu'on voie la suite (figure 7).

- 69 (soit 57 %) ont obtenu une nouvelle bourse après la prépa, presque tous en France (68 sur 69), surtout en écoles d'ingénieurs (EPMI, ESITC, ESIEA, EOST, ISE...) : ingénierie, informatique et télécoms, sciences et statistique, soit 87 % d'entre eux dans des domaines en pénurie. Ils restent boursiers 3,0 ans en moyenne après la prépa, la durée d'une école.
- À leur dernière année observée, 55 d'entre eux (46 % des sortis de prépa) étaient encore boursiers, et 14 (12 %) avaient vu cette nouvelle bourse supprimée ou refusée.
- 51 (soit 42 %) n'apparaissent plus dans aucune liste après la prépa : échec aux concours, poursuite sans bourse de l'ANBG (bourse française, financement familial), abandon, ou changement de numéro. Les listes ne permettent pas de trancher.

Promotion par promotion. Le numéro de bourse donne l'année de la première bourse ; à partir de 2013, il donne donc l'année d'entrée en maths sup. On peut ainsi suivre chaque promotion année après année (tableau 5, figure 5). Une seule promotion, celle de 2013, se suit de bout en bout dans la fenêtre : maths sup, maths spé et trois années d'école. Son parcours est net : sur 51 élèves entrés en maths sup, 28 seulement sont encore boursiers la deuxième année ; les autres disparaissent des listes. Ceux qui passent en spé partent tous en école d'ingénieurs, 27 en France, et y restent boursiers les trois ans. La perte se fait donc après la première année de prépa, pas aux concours. Elle ne se répète pas ensuite : les promotions 2014, 2015 et 2016 passent en entier en maths spé, et celle de 2014 compte 12 élèves en école dès la troisième année, 8 qui refont une année de prépa et 4 bourses supprimées.

Tableau 5. Prépa du lycée Léon-Mba : boursiers de chaque promotion, année après année depuis l'entrée en maths sup (en prépa, redoublants compris, ou en école), et part de la promotion. « - » : année hors de la fenêtre des listes. Promotion 2012 : élèves vus en prépa en 2012-2013, entrés en sup ou déjà en spé.

Promotion	élèves	1re (sup)	2e (spé)	3e	4e	5e	6e
2012*	56	54 (96 %)	28 (50 %)	28 (50 %)	27 (48 %)	27 (48 %)	15 (27 %)
2013	51	51 (100 %)	28 (55 %)	27 (53 %)	27 (53 %)	27 (53 %)	-
2014	25	25 (100 %)	25 (100 %)	21 (84 %)	17 (68 %)	-	-
2015	22	22 (100 %)	22 (100 %)	20 (91 %)	-	-	-
2016	27	27 (100 %)	27 (100 %)	-	-	-	-
2017	26	26 (100 %)	-	-	-	-	-

Vers quels secteurs? Les promotions 2012, 2013 et 2014. L'école et la discipline suivies après la prépa indiquent le secteur auquel chaque élève se destinait : une école de travaux publics prépare au BTP, une école de géophysique au pétrole et aux mines, une école d'électronique à l'industrie et à l'énergie. C'est

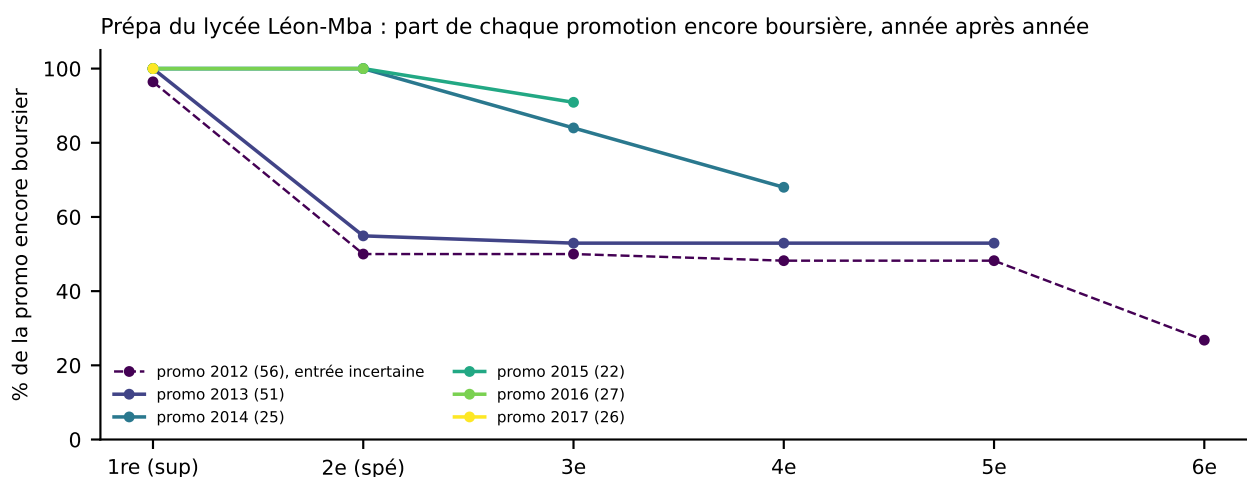


Figure 5. Part de chaque promotion de la prépa du lycée Léon-Mba encore boursière, année après année. En tirets, la promotion 2012, dont l'année d'entrée est incertaine.

une lecture de l'intention de formation, pas de l'emploi finalement occupé. Pour les trois promotions qu'on peut suivre assez longtemps, 73 élèves ont une bourse après la prépa, dans 31 écoles différentes, toutes en France sauf une (tableau 6, figure 6).

Tableau 6. Prépa du lycée Léon-Mba, promotions 2012 à 2014 : secteur potentiel d'après l'école suivie après la prépa (dernière bourse observée), et besoins du secteur sur la décennie.

Secteur potentiel	2012	2013	2014	total	besoins de la décennie
BTP, travaux publics	8	3	0	11	programme routier : 1 333 Md FCFA prévus pour 2024-2026, 2 038 km bitumés sur 10 348
Géosciences, pétrole, mines	0	2	6	8	pétrole : 40 % des recettes publiques; 2e producteur mondial de manganèse
Énergie, électricité, industrie	8	12	3	23	crise de l'électricité (délestages, centrales flottantes); industrie du bois de 4 095 à 8 884 emplois
Numérique, télécoms	8	7	6	21	quotas d'étrangers dépassés faute de qualifiés; numérique prioritaire du PNCD
Statistique, finance, assurance	3	1	1	5	statistique publique (enquêtes emploi) et banque, assurance
Commerce, gestion	2	0	0	2	domaine saturé
Enseignement, recherche	0	2	0	2	300 professeurs de mathématiques manquants
Indéterminé	0	0	1	1	
<i>Sans bourse après la prépa</i>	27	24	8	59	

Trois constats. D'abord, la prépa nourrit bien des secteurs dont le pays a besoin : énergie et industrie (23), numérique et télécoms (21), BTP (11), géosciences (8). Ensuite, la répartition change d'une promotion à l'autre sans logique visible : le BTP passe de 8 élèves en 2012 à 0 en 2014 (dont une partie n'est pas encore visible en école), alors que le pays n'a bitumé que 2 038 de ses 10 348 km de routes [14] ; les géosciences restent marginales (0 en 2012, 2 en 2013) avant la promotion 2014 (6), dans un pays dont le pétrole fait

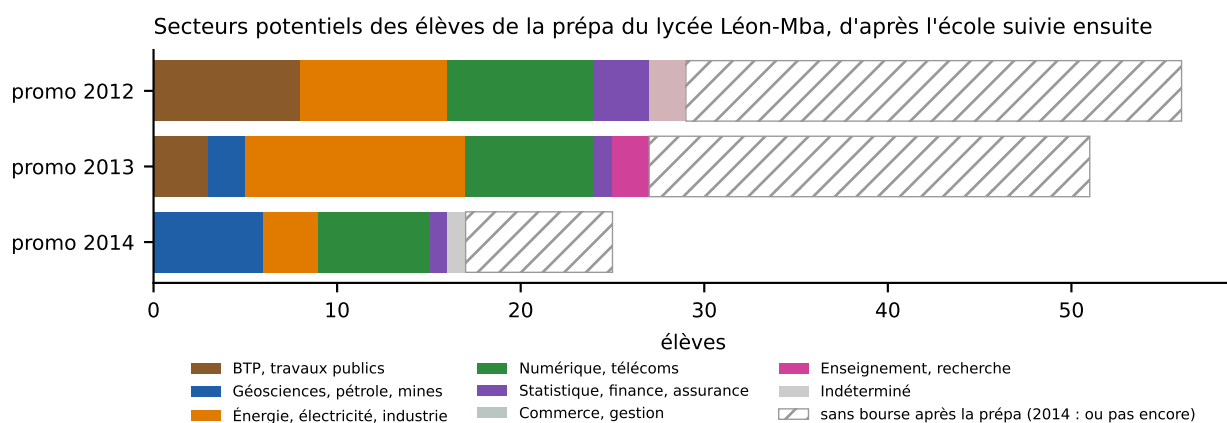


Figure 6. Secteurs potentiels des élèves de la prépa du lycée Léon-Mba, promotions 2012 à 2014. Hachures : élèves sans nouvelle bourse après la prépa; pour 2014, la fenêtre ne permet pas toujours de voir la suite.

40 % des recettes publiques et qui est le deuxième producteur mondial de manganèse [3]. Enfin, aucun élève ne se dirige vers la forêt, le bois ou l'agriculture, alors que l'industrie du bois a doublé ses emplois en dix ans [7]. Rien dans les listes n'indique une orientation sectorielle décidée : les choix semblent suivre les concours réussis et les écoles accessibles, ce qu'il faudrait vérifier auprès de l'ANBG.

La filière la plus sélective du pays, et la plus alignée sur ses besoins, perd ainsi plus de deux élèves sur cinq pendant la prépa, surtout après la maths sup de 2013, et l'État ne sait pas, faute de suivi, combien de ses ingénieurs formés en France reviennent.

Que deviennent les boursiers de la prépa du lycée Léon-Mba ?

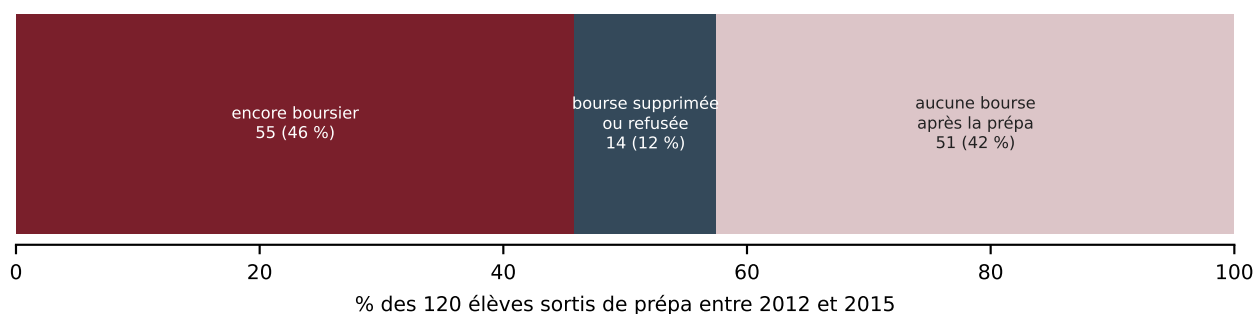


Figure 7. Situation, à leur dernière année observée, des boursiers sortis de la prépa du lycée Léon-Mba entre 2012 et 2015.

Combien de temps dure une bourse? Pour les boursiers entrés avant 2013, l'année d'entrée n'est pas écrite, mais le numéro de bourse croît avec le temps. Sur la cohorte 2013, le système a délivré environ 12 000 numéros par an; en supposant ce rythme constant, le décile du numéro donne une année d'entrée approchée. La durée de bourse ainsi estimée est de 5,3 ans en moyenne (médiane 5,5); 33 % des boursiers ont été financés plus de six ans, le double d'une licence (figure 8). Un rythme plus lent avant 2013 allongerait cette estimation, un rythme plus rapide la raccourcirait.

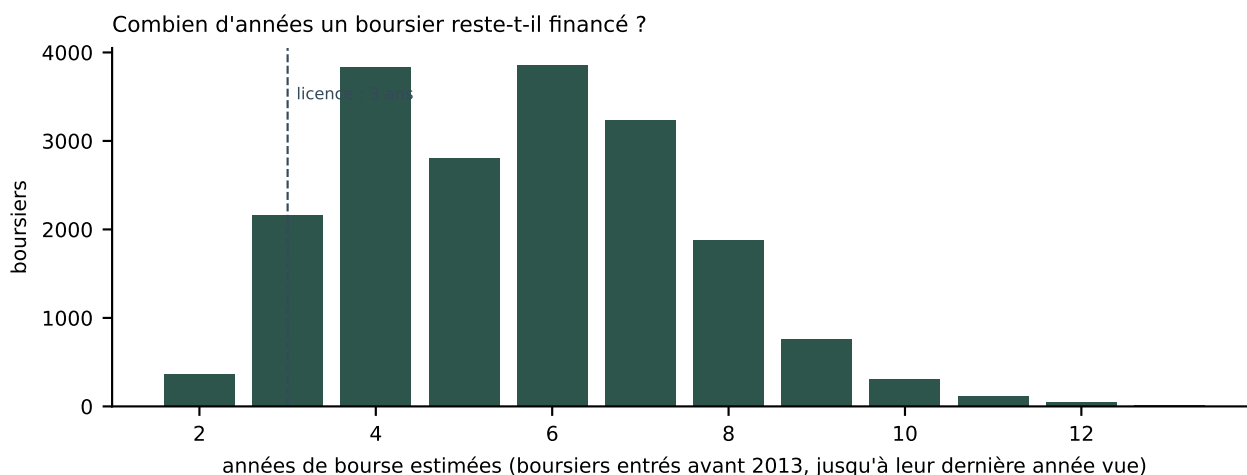


Figure 8. Années de bourse estimées des boursiers entrés avant 2013, jusqu'à leur dernière année observée.

7. Avant 2012 et après 2018 : ce que disent les chiffres publiés

Les listes ne couvrent que 2012–2013 à 2017–2018. En amont, le numéro de bourse des boursiers déjà financés en 2012 situe leur entrée jusqu'au début des années 2000 (estimation) (section 6). En aval, il ne reste que des chiffres agrégés publiés par l'ANBG ou la presse (tableau 7) : ils prolongent la série des effectifs et des dépenses jusqu'en 2023, mais aucun ne donne plus la répartition par discipline. Rien ne permet donc de dire si l'orientation a changé après 2018 ; la répartition par pays de 2022–2023 (France, Maroc, Sénégal, Tunisie) est en tout cas celle des listes de 2012–2018.

Deux recoupements tiennent. Les 144 401 bénéficiaires des dix ans 2013–2023 sont cohérents avec les 78 539 boursiers distincts des six années de listes. Et les effectifs annuels restent de l'ordre de 25 000, avec un budget passé de 59 à 80 Md FCFA : l'effort n'a pas diminué.

Tableau 7. Série longue : listes de l'ANBG (2012–2018) et chiffres agrégés publiés (autres années).

Année	indicateur	valeur	source
2009	dépense de bourses	38 Md FCFA	L'Union, 2016 [8]
2012–2013	boursiers financés (listes ANBG)	18 239	cette base
2013–2014	boursiers financés (listes ANBG)	25 033	cette base
2014–2015	boursiers financés (listes ANBG)	25 169	cette base
2015–2016	boursiers financés (listes ANBG)	25 743	cette base
2016–2017	boursiers financés (listes ANBG)	36 336	cette base
2017–2018	boursiers financés (listes ANBG)	31 775	cette base
2015	dépense de bourses	59 Md FCFA	L'Union, 2016 [8]
2016	étudiants gabonais à l'étranger (tous)	7 076	UNESCO-ISU [11]
2020	étudiants gabonais à l'étranger (tous)	8 607	UNESCO-ISU [11]
2013–2023	bourses payées en dix ans	291 061	ANBG [9]
2013–2023	bénéficiaires distincts en dix ans	144 401	ANBG [9]
2013–2023	dépense cumulée	558 Md FCFA	ANBG [9]
2022–2023	boursiers (dont au Gabon)	25 520 (20 754)	L'Union, 2024 [10]
2022–2023	boursiers à l'étranger	un peu plus de 4 000	L'Union, 2024 [10]
2022–2023	budget brut (net versé)	80 (76) Md FCFA	L'Union, 2024 [10]
2022–2023	étudiants gabonais en France (tous)	5 656	Campus France [12]

8. Ce qu'une planification aurait changé : simulations

Les listes donnent tout ce qu'il faut pour rejouer la décennie autrement : combien d'étudiants entrent chaque année dans chaque domaine, combien vont au bout de leur cycle, combien d'années de bourse ils consomment, et quelle part étudie à l'étranger, où une bourse coûte environ dix fois plus cher. Nous simulons les cohortes de 2013 à 2022, c'est-à-dire les étudiants entrés en bourse chacune de ces années, et comptons les diplômés sortis d'ici 2025, sous cinq politiques d'attribution, *toutes à budget égal* à celui qui a été effectivement dépensé.

Le modèle. Pour la cohorte c et le domaine d , avec $E_{c,d}$ entrants, p_d la part financée jusqu'au bout de la durée normale L_d , a_d les années de bourse consommées par entrant et e_d la part à l'étranger,

$$G_d = \sum_{c: c+L_d \leq 2025} p_d E_{c,d}, \quad B_c = \sum_d E_{c,d} a_d (e_d k_{\text{étr}} + (1 - e_d) k_{\text{Gab}}), \quad (1)$$

où k_{Gab} est le coût d'une année de bourse au Gabon et $k_{\text{étr}}$ celui d'une année à l'étranger (tableau 8), G_d le nombre de diplômés du domaine d sortis d'ici 2025, et B_c le coût total de la cohorte c . Chaque scénario redistribue les entrants $E_{c,d}$ de chaque cohorte en gardant B_c égal au coût observé. Un « diplômé » est ici un étudiant financé jusqu'au bout de son cycle, pas un diplôme constaté.

Les cinq scénarios.

1. **Observé** : les entrants tels qu'ils ont été.
2. **Quotas 40 %** : chaque année, 40 % des nouvelles bourses vont aux domaines en pénurie (contre 22 % observés), réparties entre eux comme observé ; le reste aux autres domaines.
3. **Besoins chiffrés** : les mêmes 40 %, mais d'abord assez de bourses de médecine pour combler le manque de médecins avec les cohortes qui sortent avant 2025, et assez de bourses d'enseignants pour les 1200 postes scientifiques.
4. **Durée plafonnée** : les entrants observés, mais aucune bourse au-delà de la durée normale plus un an ; les sommes libérées financent de nouveaux étudiants des domaines en pénurie.
5. **Besoins + durée** : les deux règles ensemble.

Ce que montrent les simulations.

- **Des quotas simples auraient augmenté des deux tiers les diplômés dont le pays manque.** Avec 40 % des nouvelles bourses dans les domaines en pénurie, le Gabon aurait formé 24 700 diplômés dans ces domaines d'ici 2025 au lieu de 14 900, soit 9 900 de plus, et 18 200 de moins dans les domaines saturés. Au taux de chômage des diplômés de 2024, ce sont de l'ordre de 4 660 chômeurs diplômés en moins.
- **Le manque de médecins aurait pu être comblé.** Les bourses observées ont formé environ 560 médecins d'ici 2025 ; il en manquait 1160 en 2022. En réservant d'abord les bourses de médecine né-

Tableau 8. Paramètres de la simulation : mesurés dans les listes, ou tirés de sources citées.

Paramètre	valeur	origine
Entrants par domaine, 2013–2017	11 300 par an en moyenne	listes de l'ANBG
Entrants 2018–2022	moyenne 2013–2017	hypothèse, cohérente avec 25 520 boursiers en 2022–2023 [10]
Part financée jusqu'au bout, p_d	63 %–97 % selon le domaine ; médecine 20 %	cohortes 2013–2014 ; médecine : cohorte 2013, au moins 6 ans (5 à 7 en sensibilité)
Durée normale L_d	3 ans ; éducation 2 ; médecine 7	hypothèse
Part à l'étranger, e_d	1 %–32 % (ingénierie 32 %)	listes de l'ANBG
Coût d'une année au Gabon, k_{Gab}	996 000 FCFA	83 000 FCFA par mois au premier cycle, 2022–2023 [10]
Coût d'une année à l'étranger, $k_{\text{étr}}$	11 600 000 FCFA	déduit du budget net 2022–2023 (76 Md FCFA) [10]
Années au-delà de $L_d + 1$	30 % des années de bourse	boursiers entrés avant 2013, ancienneté estimée (section 6)
Manque de médecins	1160	1 médecin pour 1000 habitants en 2022 : population 2 430 747, densité 0,521 [13]
Manque d'enseignants scientifiques	1200	300 professeurs de mathématiques + 900 promis en 2024 [4, 5]
Chômage des diplômés du supérieur	25,6 %	ENEC 2024 [2]

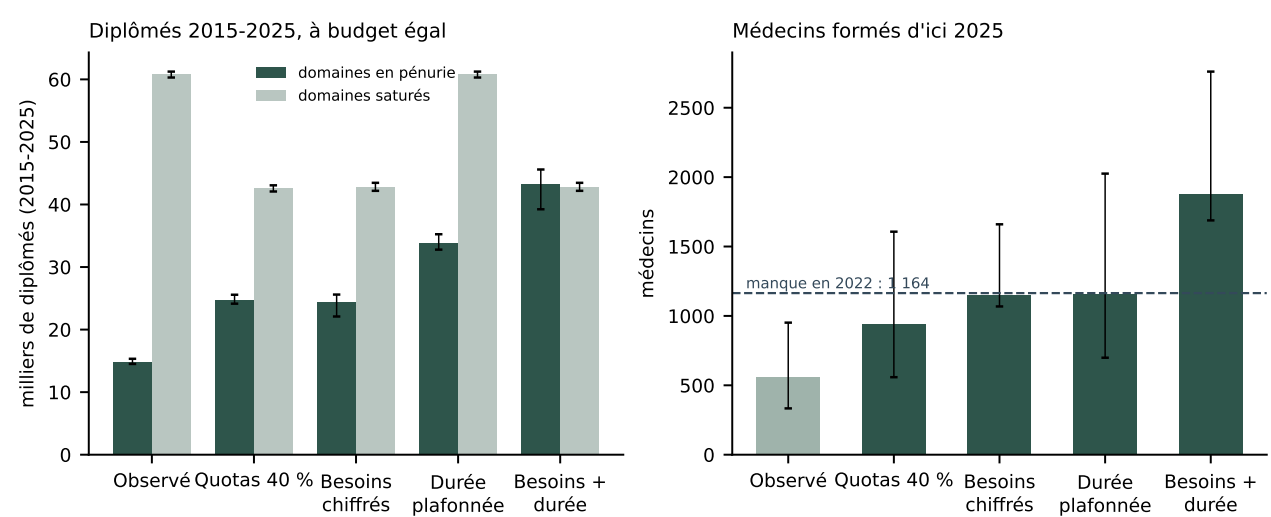


Figure 9. Diplômés 2015–2025 selon la politique d’attribution, à budget égal. Moustaches : intervalle à 90 % sur 300 rééchantillonnages des boursiers (et durée de médecine entre 5 et 7 ans). Tirets : manque de médecins en 2022.

Tableau 9. Résultats des simulations, cohortes 2013–2022, diplômés jusqu’en 2025, à budget égal. Valeur centrale [intervalle à 90 %].

	Observé	Quotas 40 %	Besoins chiffrés	Durée plafonnée	Besoins + durée
Part des entrants en pénurie	22 %	40 %	40 %	38 %	53 %
Entrants (cohortes 2013–2022)	112 200	102 300	102 800	141 700	132 500
Diplômés, domaines en pénurie	14 900 [14 500–15 300]	24 700 [24 100–25 600]	24 400 [22 100–25 600]	33 800 [32 800–35 200]	43 200 [39 200–45 600]
dont médecins	560 [330–950]	940 [560–1 610]	1 150 [1 070–1 660]	1 160 [700–2 030]	1 880 [1 690–2 760]
dont enseignants (écoles normales)	1 240 [1 220–1 250]	2 010 [1 980–2 040]	2 200 [2 160–2 240]	4 800 [4 530–5 100]	6 000 [5 800–6 400]
dont sciences, ingénierie, numérique	8 300 [8 100–8 400]	13 800 [13 500–14 000]	13 200 [11 800–13 800]	14 900 [14 600–15 300]	19 600 [17 400–20 500]
dont agriculture, forêt	630 [590–670]	1 070 [1 000–1 140]	1 030 [920–1 110]	1 330 [1 200–1 480]	1 700 [1 470–1 860]
Diplômés, domaines saturés	60 800 [60 300–61 200]	42 600 [42 100–43 100]	42 800 [42 200–43 500]	60 800 [60 300–61 200]	42 800 [42 200–43 500]
Chômeurs diplômés en moins (2024) ^a	–	4 660	4 610	0	4 610

^a Diplômés en moins dans les domaines saturés multipliés par le taux de chômage des diplômés du supérieur de 2024 (25,6 %) ; ordre de grandeur.

cessaires, le scénario « besoins chiffrés » en forme 1150, sans dépenser un franc de plus, et 2 200 enseignants des écoles normales.

- **Plafonner la durée des bourses libère des sommes considérables.** Si aucune bourse n’avait dépassé la durée normale plus un an, l’argent libéré aurait financé 18 900 diplômés de plus dans les domaines en pénurie, sans retirer une bourse aux autres. Ce chiffre repose sur l’ancienneté estimée des boursiers ; il est le plus fragile.
- **Les deux règles ensemble** donnent 43 200 diplômés dans les domaines en pénurie, près de 2,9 fois l’observé, 1 880 médecins et 6 040 enseignants.

Ces chiffres sont des ordres de grandeur. Ils supposent que les étudiants réorientés auraient réussi comme ceux qui ont choisi ces filières, que les capacités d’accueil (facultés de médecine, écoles normales, écoles d’ingénieurs, places à l’étranger) auraient suivi, et que les diplômés formés seraient restés au Gabon. Le recul de la densité de médecins de 0,65 à 0,52 pour 1 000 habitants entre 2017 et 2022, malgré la hausse des bourses de santé, rappelle que former ne suffit pas : il faut aussi recruter et retenir [13].

À retenir. À budget égal, une règle aussi simple que « 40 % des nouvelles bourses vers les domaines en pénurie » aurait formé de l’ordre de 9 900 diplômés de plus là où le pays en manque, et autant de moins là où ils grossissent le chômage. Chiffrer les besoins (médecins, enseignants) et plafonner la durée des bourses aurait permis de couvrir le manque de médecins dès 2025. Les outils existaient : une commission qui décide chaque année, un numéro qui suit chaque étudiant, des listes publiques.

9. Limites

- **Fenêtre.** Listes complètes de 2012–2013 à 2017–2018 seulement ; aucune liste publique ensuite.
- **Pas de chômage par filière.** L’ENEC 2024 donne le chômage par niveau d’instruction, pas par disci-

pline; la saturation de chaque filière est inférée, pas mesurée.

- **Les sorties ne sont pas des diplômes.** « Fin de cycle » indique la fin d'un cycle financé; une disparition des listes peut être un abandon, un diplôme ou une erreur de saisie.
- **Domaines déduits des codes**, sans référentiel publié de l'ANBG; catégories de bourse (C, D, E...) non définies publiquement.
- **Ancienneté estimée** à partir du rythme de numérotation de 2013; **coût moyen** indicatif.

Références

- [1] Cour des comptes du Gabon, *Rapport au Président de la République 2018*, audit de l'ANBG (2011–2018), p. 64–65.
- [2] INSTAT et Direction générale de l'emploi, *Enquête nationale sur l'emploi et le chômage 2024*, tableaux et graphiques, présentés le 29 avril 2026 (tableaux 21, 24, 28 et 29).
- [3] Banque mondiale, *Gabon Public Finance Review 2026*, septembre 2026; Gabonreview, « Santé au Gabon : trop peu de moyens, trop peu de soignants ».
- [4] Gabon Media Time, « Gabon : l'enseignement secondaire en déficit de 300 professeurs de mathématiques ».
- [5] Le360 Afrique, « Gabon. Pénurie de profs dans des classes de 130 élèves », novembre 2024.
- [6] Gabon Media Time, « Gabon : les quotas d'emplois désormais fixés à 30 % pour la main-d'œuvre étrangère »; « Foberd épinglé pour non-respect des quotas d'embauche d'expatriés »; Gabonreview, « Préférence nationale : un tremplin pour l'emploi au Gabon ».
- [7] Convergence Afrique, « La Zone d'investissement spéciale de Nkok, première zone industrielle du Gabon », 28 septembre 2023.
- [8] L'Union, 10 août 2016 : allocations de bourses passées de 38 Md FCFA en 2009 à 59 Md FCFA en 2015.
- [9] Gabonactu, « En 10 ans, l'ANBG a payé 291 061 bourses d'études », 5 août 2023.
- [10] L'Union, « ANBG : incohérences et incongruités », 9 juillet 2024 (année 2022–2023).
- [11] Institut de statistique de l'UNESCO, étudiants en mobilité sortante, cité dans « Les enjeux de l'émigration scolaire au Gabon », MemoireOnline, 2024.
- [12] Campus France, *Chiffres clés 2024*, cité par NewsMada.
- [13] Banque mondiale, *World Development Indicators* : population (SP.POP.TOTL) et médecins pour 1000 habitants (SH.MED.PHYS.ZS), consultés le 15 octobre 2026.
- [14] Gabon Media Time, « Gabon : seulement 2 038 km bitumés sur les 10 348 km que compte le pays ».
- [15] Internet Archive, captures de `anbg.ga`, 2013–2021.

A. Reproduction

Dans `papers/bourses/` : `extraire_anbg.py` (pages archivées → `data/decisions_anbg.csv`, sans nom ni banque, numéro remplacé par une empreinte salée); `referentiels.py` (domaines CITE-F,

domaines en pénurie et leurs sources, pays, décisions); analyse.py (parcours, data/cursus.csv, data/stats.json, figures); simulation.py (scénarios, data/simulation.json, graine 20261015); article/article_bourses.py (cet article). Les pages brutes, qui contiennent les noms, ne sont pas diffusées.